

Le politique

Intervenants

PATRICK WIDLÖECHER

PASCAL DUBOIS

LUDOVIC PIRON PALLISER

La communication du politique doit précéder la demande du citoyen

PATRICK WIDLÖECHER : *Directeur du développement durable du Groupe La Poste, animateur de l'atelier.* Le développement durable est-il pris au sérieux par le politique ? Qu'en retient ce dernier et que choisit-il de communiquer ? Est-il légitime pour parler du développement durable ?



PATRICK WIDLÖECHER

DIRECTEUR DU DÉVELOPPEMENT DURABLE DU GROUPE LA POSTE, ANIMATEUR DE L'ATELIER

L'inquiétude quant à l'avenir de la planète a gagné tous les pays industrialisés et aussi certains pays en développement (notamment ceux qui voient monter le niveau des eaux). Les politiques ont enfin compris que leur intérêt est de tenir compte de ce développement durable. Les États européens ont d'ailleurs adopté des batteries d'indicateurs et d'outils (loi NRE¹ par exemple), assurément à l'origine de nouveaux changements. L'obligation d'information (rapport environnemental) a sans doute initié un démarrage des politiques de développement durable dans les entreprises.

Un sondage IPSOS pour le compte de DEXIA a révélé que les élus locaux (contrairement à l'ensemble des Français) connaissent majoritairement (à 80 %) ce qu'est le développement durable. La prise de conscience est donc entière. Les nombreux agendas locaux en témoignent et les villes dont le discours des maires est le plus volontariste figurent logiquement en tête des villes durables.

En haut de l'échelle politique, le développement durable est aussi à l'ordre du jour : il n'y a pas une décision publique qui ne s'y réfère. Mais s'il envahit tant les discours, c'est aussi qu'il ne va pas de soi et que les politiques ont à charge d'en rappeler l'ardente nécessité.

“ L'obligation d'information (rapport environnemental) a sans doute initié un démarrage des politiques de développement durable dans les entreprises ”

Dans le trépied du développement durable, l'axe de l'environnement est le plus souvent évoqué, quand l'économie et le social restent souvent secondaires voire absents : pas un mot sur la croissance économique asiatique lourde d'impact sur l'environnement ou

1 « Loi NRE » : Loi n° 2001-420 du 15 mai 2001; relative aux nouvelles régulations économiques

sur la croissance américaine qui se construit à crédit, peu de paroles sur la solidarité et la coopération.

Observant le discours à proprement dit des politiques, il est intéressant de noter qu'une « menace » telle celle de Nicolas Hulot de se présenter aux présidentielles, porte son effet : tous les prétendants ont en réponse souligné davantage dans leurs paroles l'engagement en faveur de la planète.

“ Mais s'il envahit tant les discours, c'est aussi qu'il ne va pas de soi et que les politiques ont à charge d'en rappeler l'ardente nécessité ”

Toutes les prises de positions ne sont pas opportunistes, mais, de façon générale, elles ne sont pas suffisantes. La communication des politiques sur le développement durable devrait précéder la demande et non répondre *a posteriori* à une montée des préoccupations des citoyens.

Les discours d'accompagnement ne peuvent donc pas suffire, les forces sociales doivent être suffisamment porteuses pour qu'elles entraînent des actions concrètes.

La montée des préoccupations environnementales est sans conteste à l'origine d'une première inflexion du politique à l'échelon des états majors, les élus locaux pouvant s'enorgueillir de quelques coudées d'avance.

Quant à la communication du politique sur le développement durable, est-elle un levier efficace pour celui-ci ? Comment faire en sorte qu'elle le devienne ? Comment diriger cette mobilisation au profit du citoyen consommateur ?

Le comité 21 a décidé d'interpeller les prochains candidats à la présidentielle sur le développement durable.

“ La communication des politiques sur le développement durable devrait précéder la demande et non répondre *a posteriori* à une montée des préoccupations des citoyens ”



Développement désirable : et la dette ?

PASCAL DUBOIS : *Directeur de cabinet de la ville de Valenciennes.* Je précise que je m'exprime en mon nom personnel et que l'on m'a demandé d'être percutant !



PASCAL DUBOIS

DIRECTEUR DE CABINET DE LA
VILLE DE VALENCIENNES

Le concept de développement durable doit surmonter un problème d'inter-culturalité. Pour les Européens en effet, le modèle social républicain français est totalement éculé, dépassé. La France est endettée de façon très importante et livre à ses enfants une situation catastrophique. Les futures présidentielles ont en ce sens un enjeu considérable : la République française, son Président, seront-ils capables d'adapter le pays au développement européen ?

Le politique a bien entendu toute son importance mais le geste électoral des Français aussi.

Aujourd'hui, la politique se cristallise autour des médias, autour de formules choc, d'image... Elle attache la plus haute importance à dire exactement l'inverse du concurrent pour améliorer son image.

Les questions liées aujourd'hui au développement durable sont celles de la sécurité sociale, des caisses de retraite, de la taxation sur les produits, de la nouvelle fiscalité, des répercussions sur les citoyens...

“ Pour les Européens en effet, le modèle social républicain français est totalement éculé, dépassé ”

“ La France est considérée par ses pairs européens comme la championne du conservatisme ”

A gauche, comme à droite, on entend parler d'humanisme, de générosité, de solidarité, autant de mots incantatoires permettant aux lobbies d'influencer les décideurs politiques et, finalement, de favoriser l'immobilisme. La France est considérée par ses pairs européens comme la championne du conservatisme.

Dans la mise en place d'un quartier durable par exemple, la plupart des investisseurs rechignent à prévoir des bâtiments éco-conçus. De même, certains bailleurs sociaux ne veulent pas donner l'opportunité aux personnes défavorisées d'installer un chauffage solaire, car ils pensent que ces gens sont incapables de comprendre la démarche.

De plus, dans une société de plus en plus tournée vers le loisir (130 à 250 chaînes télé), l'information est détenue par une poignée de groupes de médias importants pour lesquels le développement durable n'est pas central.

En outre, dans la mise en place d'un plan de développement durable à l'échelle locale, la concertation est un préalable. Or ici, entre nos desideratas de militants et les demandes des habitants pour plus de « bonheur intérieur brut », un décalage se crée lorsqu'on doit choisir par exemple des entreprises étrangères, dans les appels d'offres.

“ Pour exprimer véritablement ce qu'est le développement durable, parlons plutôt de développement désirable ”

Notre mentalité française est perturbée car nous croyons toujours à l'Etat salvateur. Enfin, les principes du développement durable sont maintenant étroitement liés aux réflexions européennes en cours : en Suède, chaque province détient son agenda 21 depuis 10 ans, aux Pays-Bas les installations solaires sont devenues une évidence dans les logements sociaux.

Pour exprimer véritablement ce qu'est le développement durable, parlons plutôt de développement désirable.

L'agenda 21, un outil politique et non électoral

LUDOVIC PIRON PALLISER : *Chef de projets TIC et développement durable de l'Association des maires des grandes villes de France. L'AMGVF observe de grandes disparités parmi ses 93 membres, avec des villes en retard sur la mise en œuvre de politiques de développement durable et d'autres très en avance comme Angers.*

Sensibiliser les personnels

La sensibilisation des élus reste un levier crucial pour la mise en œuvre du développement durable : quand une collectivité s'implique dans le développement durable, l'initiative en revient souvent à des associations, rarement à des exécutifs. Il est capital de sensibiliser et d'associer les agents communaux (quelle que soit leur catégorie), d'expliquer à l'agent pourquoi ses habitudes de travail peuvent évoluer, car si lui ne s'implique pas, l'échec est certain.

“ Il est capital de sensibiliser et d'associer les agents communaux ”

Sonder la population

Face à la crise manifeste de la démocratie en France, la réhabilitation du politique s'impose. Pour une partie de la population, l'Agenda 21 n'est qu'un outil politique auquel elle adhère mal (les belles plaquettes de communication qui n'associent pas la population ou qui ne reposent pas sur des bases concrètes ne servent à rien).

La démocratie participative, même si elle est complexe, doit être encouragée et utiliser des outils comme Internet. Certaines collectivités ont persisté dans cette quête, avec courage. Quand Jean-Claude Antonini, maire d'Angers, a mis en place les ateliers de la démocratie participative, il a dû faire face, au départ, aux griefs de tous (les gens profitent d'avoir la parole) mais a persisté malgré les difficultés. Cela étant, il faut faire en sorte que les réunions ne soient pas noyautées par des groupes minoritaires (opposants vindicatifs, poignée d'instruits). Le conseil général de l'Essonne a, lui, conçu son Agenda 21 de façon originale, en questionnant la population et en bâtissant le programme en fonction des réponses.

“ La démocratie participative, même si elle est complexe, doit être encouragée et utiliser des outils comme Internet ”



LUDOVIC PIRON PALLISER

CHEF DE PROJETS TIC ET
DÉVELOPPEMENT DURABLE DE
L'ASSOCIATION DES MAIRES DES
GRANDES VILLES DE FRANCE

Les habitants sont prêts à faire des efforts (prendre des douches plutôt que des bains par exemple) mais à condition que les entreprises montrent aussi l'exemple : 1 Kg de viande produite demande 10 000 litres d'eau ! C'est le principe d'exemplarité et de partage des responsabilités

Du côté des déchets, c'est la prévention qui doit entrer dans les démarches, pas seulement le traitement : **les industriels ont un rôle à jouer dans la réduction des déchets à la source**, dans une logique de responsabilité partagée et de démarche collective.

Exemplarité

Enfin, l'exemplarité est aussi un facteur nécessaire. Une municipalité a montré qu'on pouvait acheter la même quantité de lait mais avec moins d'emballage : en choisissant simplement de plus grands conditionnements ! La commande publique surtout peut afficher une ligne de conduite claire, comme à Grenoble où la construction du tram s'est

effectuée avec un chantier vert et une pérennisation des emplois. Les ressources humaines (RH) des collectivités peuvent elles aussi montrer la voie, en réduisant les emplois précaires dans leurs services.

En conclusion, retenons que :

- **l'Agenda 21 est un outil politique et non électoral** : les élus doivent percevoir que la démarche s'inscrit dans le temps, l'outil en cours pourra être repris par une autre équipe municipale

“ **L'implication des élus sur le terrain est essentielle** ”

“ **Il faut reconnaître un droit à l'erreur** ”

- l'implication des élus sur le terrain est essentielle

- il faut reconnaître un droit à l'erreur et la population doit comprendre les tâtonnements : la mutualisation des expériences (de ville en ville) est un bon rempart à l'erreur



Echanges avec la salle

PASCAL DUBOIS : Programmer un chantier HOE et le confier à une entreprise implique d'assigner un surveillant de travaux en permanence, faute de quoi, on observe assurément des défaillances.

LUDOVIC PIRON : Des progrès sont en cours (comme la loi Oudin de février 2005 qui permet de financer des actions de coopération décentralisée sur la facture d'eau) et de fabuleuses initiatives sont entreprises y compris en terme de gouvernance : implanter un puits en Afrique et en repartir aussitôt ne constitue pas une opération de coopération centralisée si une gestion locale et démocratique n'est pas mise en place.

Le développement durable : un supplément d'âme ?

JACQUES - OLIVIER BARTHES, MEMBRE DU PARTI SOCIALISTE ET MEMBRE D'UNE ASSOCIATION ÉCOLOGIQUE (DE LA SALLE) : J'interviens à titre personnel. La définition du terme « développement durable » reste le fond du problème. L'élu, schizophrène, aborde le développement durable en termes d'environnement ou de qualité de vie mais pas tellement en termes de bassin d'emploi. Sa vision classique du développement durable renvoie souvent à l'écologie, qui ne porte pas de valeur électorale en tant que telle et n'est pas fédérateur. Au sein du PS, la fédération de Paris n'opère pas d'achats responsables, les lumières sont allumées toute la journée...C'est difficile de dire aux gens de rapprocher discours et pratique.

“ Le terme « croissance » n'est plus adéquat et devrait être remplacé purement et simplement par « développement durable » ”

A mon sens, le terme « croissance » n'est plus adéquat et devrait être remplacé purement et simplement par « développement durable » sinon ce dernier ne restera qu'un supplément d'âme écologique et sera considéré comme une contrainte et non pas comme une opportunité.

PASCAL DUBOIS : L'implantation de TOYOTA a permis de diminuer de 8 % le chômage dans la région de Valenciennes. Pour eux, la communication sur le développement durable n'est pas vaine et accompagne la vente des voitures.

DOMINIQUE MARTIN - FERRAR (DE LA SALLE) : L'absence de supplément d'âme aujourd'hui est due au fait que, depuis la naissance de l'écologie, le politique est porté par le dire, l'organisation, la cité. Aujourd'hui le développement durable est réduit à la mise en œuvre des agendas 21 (véritable carte de visite des élus pour appliquer des normes techniques), et aux « petits gestes des citoyens » (fondation Nicolas Hulot, ADEME...). Bien sûr, ces derniers sont indispensables (les économies d'eau passent par là) et bien sûr, il a y suffisamment d'acteurs pour mettre en œuvre les actions de développement durable, mais il faut aussi reproduire de l'utopie, du vrai développement durable.

Les Verts se sont installés dans les postes existants et ont cessé de produire des idées : qui transcrit aujourd'hui le désir ? Dans les années 80, nous² avions écrit un livre, « Le pouvoir de vivre », qui a conservé la totalité de son utopie. On assiste aujourd'hui à un « trou politique » de 20 ans.

“ Les valeurs dont on parlait à cette époque ne sont plus présentes chez les jeunes de 18 ans aujourd'hui ”

Les valeurs dont on parlait à cette époque ne sont plus présentes chez les jeunes de 18 ans aujourd'hui. D'où naîtront alors les exigences pour porter ces valeurs ? Joël de Rosnay

et Dominique Wolton ont écrit de bonnes analyses sur les réseaux de la nouvelle génération. Cependant, cette génération n'a rien à consommer sur le thème de la solidarité, par exemple, alors qu'ils s'intéressent d'eux-mêmes aux marques solidaires.

Les politiques ne sont pas seulement les maires mais tous les gens qui conduisent une société. Or aujourd'hui, je ne vois pas beaucoup de choses émerger.

V I C T O R - H U G O E S P I N O Z A (DE LA SALLE) : La connaissance de la politique m'a enseigné que :

- le développement durable est juste une idée, la conséquence d'un rapport de forces (sociales, environnementales, économiques, culturelles) et si les politiques ne s'y intéressent pas, ils se rendent au moins compte que le développement durable crée des emplois. Le développement durable devient donc un problème positif du point de vue électoral.

- les gens ont peur de manger n'importe quoi, donc le politique prend la mesure du retour sur investissement rapide en créant une filière agricole locale.

Pour aller vers une concrétisation du développement durable, il faut des politiques qui décident des priorités et osent des innovations. Le politique a le mandat pour décider mais la politique des caïds (tout le monde approuve par complaisance) reste trop pratiquée aujourd'hui. La meilleure façon d'éviter ces magouilles est de faire entrer un maximum de gens en politique, or 80 % de la population, qu'ils soient de gauche ou de droite, ont un sens écologique, la jeunesse spécialement.

J'ai confiance en cette mouvance ressentie partout. Il ne faut pas croire à la croissance à tout prix, croissance et décroissance dépendent du type de ressources (renouvelables ou non).

Faciliter les changements en informant le citoyen

C L A U D E C H A R D O N N E T (DE LA SALLE) : Le champ public inclue les décideurs et l'Etat et pas seulement les élus. Géographe de formation, j'interviens dans des débats publics sur l'énergie et les transports. Ces derniers sont souvent très animés et comptent de nombreux citoyens (de « Madame Michu » à des chefs d'entreprises).

En ayant observé ces débats, il apparaît que les citoyens font émerger trois clés pour faciliter les changements (en matière d'énergie et de transports) :

- **l'accès à l'information** : les citoyens demandent d'être informés du problème posé et des solutions avancées; la confiance des citoyens en cette information est essentielle pour qu'ils se lancent dans le débat. Or le public éprouve une grande défiance vis-à-vis des informations délivrées par l'Etat, les grandes entreprises voire les instituts de recherche.

Par ailleurs, tout le monde se bat sur les scénarios de transports (la prospective du ministère à 2050 va à l'encontre de la vision d'avenir des citoyens). Ces éléments divergents nuisent au débat et favorisent l'attitude « à quoi bon ! » ou la suspicion quant au développement durable lui-même, perçu comme l'élément d'un langage de communication à part entière. La construction de la confiance renvoie à l'existence de dispositifs combinant des informations libres, à la capacité d'expertise (pour un traitement pluraliste) et enfin à la lisibilité du système d'information.

- **les solutions proposées** : le public accepte de moins en moins des solutions miracles uniques et demande des solutions mixtes. A Rennes, par exemple, dans le débat sur la RN 24, les acteurs ont considéré comme réaliste un ensemble de solutions composites (maîtrise de l'urbanisation, amélioration de l'existant, qualité des réseaux, meilleure des-

serte), plaçant en dernier seulement la construction d'infrastructures nouvelles.

- la volonté du public que les professionnels s'entendent entre eux : les gens ont conscience que les

décideurs se transmettent entre eux les « patates chaudes ». Ils attendent donc une mise en cohérence des décideurs et une mise en commun des financements.

Comme le disait Dominique Martin Ferrari, il y a un grand vide entre les utopies et les recettes de cuisines. Les gens souhaitent donc une articulation.

PASCAL DUBOIS : Les 3 ans de travaux à Valenciennes sont d'ailleurs le résultat de 10 ans de réflexions.

FLORENCE DURAND-TORNARE (DE LA SALLE) : Dans ce débat, il est ici question de sémantique. Nous parlons de confiance, de transparence, d'écologie... Visiblement qu'il subsiste donc un souci de légitimité de l'émetteur : le discours du politique est dis-cré-dité. Il faut se poser la question de la démocratie et repenser le tiers secteur, de l'économie sociale et solidaire.

Les médias ont tendance à répéter les propos des politiques, leur responsabilité est capitale.

L'intérêt de l'Internet est ici fondamental car la logique de réseau (d'impact, d'horizontalité, de co-décision) devrait être adoptée par la commission nationale du débat public. Pour l'instant, celle-ci s'enferme dans des process lourds, institutionnels et refuse l'utilisation d'Internet.

“ Les médias ont tendance à répéter les propos des politiques, leur responsabilité est capitale ”

BETTINA LAVILLE (DE LA SALLE) : Soyons plus positifs que je ne l'ai été en plénière. Les choses ont tout de même progressé sauf sur un point. Le sommet du développement durable a été pris d'assaut par les entreprises et a érigé en sauveur du monde le Partenariat public-privé (PPP), qui n'a quasiment rien donné de concret depuis quatre ans. Nous sommes heureusement au bout d'un cycle, grâce aux grandes crises et aux variations brutales de températures qui font enfin réagir. Les gens se rendent aussi compte que la plupart des rapports d'entreprise sont de la pure communication.

La prise de conscience a été politico-institutionnelle, d'une part et citoyenne d'autre part.

Quand nous avons commencé à « faire de l'environnement », lors de la création du festival du film de l'environnement en 1982 par exemple, nous étions vus comme des gens étranges. Aujourd'hui, la diffusion de nos idées a eu lieu. Nous, la génération de baby boomers, nous avons réussi à inquiéter jusque dans les milieux politiques.

J'étais vu comme l'écolo de service au PS alors que maintenant le poste est prisé. Tous les présidentiables se tournent vers l'écolo : Dominique Strauss Kahn, Laurent Fabius, Corinne Lepage, Ségolène Royal, François Bayrou, ou même Nicolas Sarkozy dont le discours était assez bon, car rédigé par Nathalie Kosciusko Morizet qui s'y connaît en environnement.

Aujourd'hui, le public a compris qu'il ne s'agit même plus de qualité de la vie mais tout simplement de survie. Même Madame Michu perçoit un problème de survie en regardant les inondations en Floride.

“ Ils attendent donc une mise en cohérence des décideurs et une mise en commun des financements ”

De plus, je n'approuve pas le constat que l'écologie est un thème séparateur : beaucoup de jeunes sont prêts à se lancer dans des études de développement durable, mais, deux problèmes se posent :

- les élus « intermédiaires » initient des projets, mais uniquement pour des raisons politiques
- tous les présidents de région ont délégué aux Verts la politique d'environnement et de développement durable, or les Verts font moins d'environnement qu'ils en faisaient il y a dix ans.

A N N I C K D E L H A Y E (DE LA SALLE) : Les Verts, dont je suis membre, sont un parti politique : évidemment, nous faisons de la politique et pas seulement de l'environnement, ce qui nous a d'ailleurs été reproché quelques années auparavant.

B E T T I N A L A V I L L E (DE LA SALLE) : Mon expression a effectivement été maladroite mais je pense tout de même que les présidents de Région ne s'impliquent pas assez dans l'arbitrage Verts et PS.

Sur le plan environnemental en France, le travail se fait toujours dans un rapport de forces qu'il faudrait dépasser.

“ Le public a compris qu'il ne s'agit même plus de qualité de la vie mais tout simplement de survie ”

Démocratie participative et autorité

D A N I È L E R A P O P O R T (DE LA SALLE) : Je livre quelques réflexions issues des opinions des consommateurs. Questionner les publics pour collecter idées et informations ne donnera rien sans l'existence d'une « autorité ». Les gens attendent en effet des décisions justes, certes, mais qui font autorité.

Ensuite, considérant l'information, je soulignerai que la médiatisation crée des peurs, en conséquence, les gens préfèrent ne pas être informés sur tout. L'énergie, par exemple, n'est pas un sujet « sexy ». Dans tous les cas, ce qu'ils veulent savoir, ils souhaitent l'apprendre par des prescripteurs de proximité.

“ Les gens attendent en effet des décisions justes, certes, mais qui font autorité ”

Je distinguerai également la connaissance du savoir, car le saupoudrage de savoir n'est pas la connaissance profonde.

Comment transmettre ? Quoi transmettre ? Sous quelle autorité ?

Les gens se sentent comme des réceptacles d'effets d'annonces des médias, d'informations qu'ils n'ont pas le temps de métaboliser.

DOMINIQUE MARTIN-FERRARI (DE LA SALLE) : Paradoxalement ils en réclament toujours davantage.

D A N I È L E R A P O P O R T (DE LA SALLE) : Oui, mais sous forme émotionnelle. De plus, les gens ne savent pas comment la filière politique fonctionne. Il y a un déblayage à effectuer quant à l'émetteur : tout le monde n'est pas diplômé de maîtrise en communication pour digérer ce qui est dit.

Enfin, malheureusement, les politiques d'environnement sont davantage régies par la peur que par des pensées positives.

A N N I C K D E L H A Y E , É L U E A U C O N S E I L R É G I O N A L P A C A (DE LA SALLE) : Je suis arrivée à mon poste par convictions, convictions que je mets en œuvre depuis l'âge de 15 ans dans le domaine

de l'environnement. Passer du monde de l'association à la sphère politique m'a donné la possibilité d'agir. Nous étions une génération de militants, aspect que je ne retrouve pas dans la génération de nos enfants.

L'écologie est un terme fédérateur, contrairement à ce qui a été dit, il doit fédérer quelle que soit la tendance politique. Les Verts se voient attribués préférentiellement ce type de poste mais ce n'est plus toujours le cas (élu Vert PACA à l'emploi et aux politiques territoriales).

Au conseil régional, l'Agenda 21 se met en place mais je reconnais que celle-ci est difficile : sensibiliser les élus prend du temps (les séminaires de formation sont un bon vecteur par exemple).

Le message de l'Agenda 21 doit tout de même braver la difficulté de la solitude car le développement durable devrait être transversal et irriguer toutes les directions du conseil régional. Mais, je n'en dis pas trop, ...mon cabinet est présent !

DOMINIQUE MARTIN - FERRARI (DE LA SALLE) : Vous nous tenez un discours de Verte et vous vous auto-censurez déjà parce que votre responsable de cabinet est là. Sur un plateau télé, le politique réagit de la même façon : il s'auto-censure !

ANNICK DELHAYE (DE LA SALLE) : Chacun détient son pré carré au conseil régional. Il est difficile de faire passer ce message à d'autres élus. Mais je serai tenace jusqu'à ce que nous passions des mots aux actes.

Les énergies renouvelables recèlent un gisement potentiel d'emplois mais mon président n'entend pas forcément cet argument.

JEAN-LUC GERARD (DE LA SALLE) : Je lancerai un débat sur les mots : « ce n'est pas sexy », que l'on a entendus tout à l'heure : la vie quotidienne doit-elle être « sexy » à tout moment ?

Autre point, les biens communs mondiaux sont transversaux aux trois niveaux politiques (collectivité, pays, international). Or quand l'Amoco Cadiz ou l'Erika détruisent ces biens communs en Bretagne, rien ne bouge. Le phénomène est similaire pour les nappes phréatiques bretonnes, gorgées de nitrates, et qui créent un problème économique, environnemental, social.

Face à ces constats, où commence et où s'arrête le rôle du politique ?



Former les élus au développement durable

LUDOVIC PIRON : Le politique doit parler de tout, même si le sujet ne fait pas recette.

En contre-exemple à l'intervention de Danièle Rapoport sur le questionnement des populations, j'ajoute que parfois, les réponses sont contenues dans les questions posées. L'initiative du Département de l'Essonne a bien fonctionné car la collectivité ne s'est pas présentée comme autorité devant les populations.

A ce propos, j'insiste sur le fait que le niveau local est sans aucun doute le niveau le plus pertinent pour le développement durable.

En revanche, quand j'interroge mes stagiaires du Centre national de la fonction publique territoriale (CNFPT) sur le développement durable, je suis sidéré des réponses : ces futurs attachés de collectivités ne savent pas donner une définition correcte du développement durable : c'est inquiétant !

“ A ce propos, j'insiste sur le fait que le niveau local est sans aucun doute le niveau le plus pertinent pour le développement durable ”

PASCAL

DUBOIS

:

Exemple de pratique de la démocratie participative, à Valenciennes, il ne se passe pas une semaine sans qu'une réunion publique ne débouche sur une proposition concrète. De plus, nous retransmettons tous nos conseils municipaux sur Internet et nous recevons parfois plus de 45 questions d'habitants en direct.

En revanche, contrairement à ce qui a été dit, la préoccupation des gens au chômage n'est pas le réchauffement climatique.

DOMINIQUE MARTIN-FERRARI (DE LA SALLE) : Même le film qui paraîtra le 11 octobre sur le réchauffement climatique, porté par Al Gore, ne propose pas de réponse.

JEAN-BAPTISTE DAVID (DE LA SALLE) : La population, même au chômage pourrait s'intéresser aux énergies alternatives puisqu'elles sont créatrices d'emploi.

JEAN-PAUL NOAH (DE LA SALLE) : Gabonais et travaillant en France, je vous partage avec vous mon regard décalé.

Nous sommes passés d'un Etat gendarme à un Etat providence où les politiques doivent tout résoudre et porter l'espérance pour toute une collectivité. Or cette situation n'est plus exacte car les politiques ne sont plus les seuls à pouvoir le faire : ce débat national engage l'ensemble du pays.

La question n'est pas alors de savoir si on triera nos déchets car, un jour, on saura le faire. Cet objectif n'est pas simple et ni à portée de main, mais peu à peu, on y arrivera. La question est bien de savoir : que fait-on de la dette ? Nos enfants, qui sont les premiers concernés, ne savent même pas à qui ils doivent cet argent.

Il est clair qu'aujourd'hui, la notion de majorité d'idée permet de sortir des clivages politiques. La population a besoin de ce diagnostic partagé.

PATRICK WIDLOECHER : Le développement durable est avant tout un changement de comportement. Le rôle des managers (maire, chef d'entreprise, chef de la République) dans ce type de changement est décisif. Dans certaines entreprises, le développement durable fonctionne, dans d'autres pas, tout dépend de l'engagement du chef d'entreprise.

“ **Le développement durable est avant tout un levier pour renforcer l'efficacité économique de l'entreprise** ”

Par ailleurs, je ne peux pas laisser dire que les entreprises « font de la communication » dans leurs rapports. Car, le développement durable est avant tout un levier pour renforcer l'efficacité économique de l'entreprise : il favorise la réduction des coûts, l'innovation, le consensus social, le renforcement des liens de l'entreprise avec le territoire, des avantages concurrentiels (les jeunes qui cherchent un emploi en font de plus en plus un élément discriminant).

Les entreprises veulent faire du développement durable car elles y trouvent aussi un intérêt économique.

CLAUDE CHARDONNET (DE LA SALLE) : Il est des lieux où « se tricote le développement durable », parfois à l'insu des participants : ces lieux sont les projets de territoire. Le projet Génopole, auquel j'ai participé, en est un exemple. Les projets de territoire sont des exercices prospectifs, traitant de données complexes, qu'il faut rendre attrayants. Ce sont des lieux qui réunissent les gens autour de l'aménagement du territoire.

DAVID GRZYB (DE LA SALLE) : Les élus intermédiaires doivent-ils comprendre le moindre rouage du développement durable pour agir ? Etre des experts ? Non, car sinon ils n'agiraient pas. De plus, si on cautionne un renouvellement des élus (pas tous en provenance de l'ENA), il faut leur

Oui, je suis responsable développement durable à LA POSTE et bien entendu, je me suis entouré des bonnes compétences techniques. De la même façon, on ne demande pas à un ministre de la santé de savoir faire une opération à cœur ouvert...

DANIELLE RAPOPORT (DE LA SALLE) : La plupart des gens ne demandent qu'à faire quelque chose, même de petits gestes, mais il est d'autres personnes dont le pouvoir d'achat ne permet pas de s'intéresser à ces questions.

VICTOR - HUGO ESPINOZA (DE LA SALLE) : Etre responsable signifie que lorsqu'on est contre, on propose une solution alternative. Un politique n'a pas besoin de tout savoir mais doit savoir se former.